

Intervention



Art et débilisme 2 Pamphlet biscornu

Richard Martel

Number 14, February 1982

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/57494ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Intervention

ISSN

0705-1972 (print)

1923-256X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Martel, R. (1982). Art et débilisme 2 : pamphlet biscornu. *Intervention*, (14), 49–51.

Je sais que ce texte ressemble à une lettre indignée d'un lecteur et qu'il risque de déplaire aux partisans d'une idéologie légère qui préconisent une manière d'élaborer l'approche critique de façon plus élégante. Par contre, suite à certains faits récents (comme l'article de Lysiane Gagnon, dans La Presse du samedi 19 décembre 81) je me permets d'employer ici l'idéologie lourde car c'est peut-être là la seule façon de communiquer avec certaines personnes qui, avouons-le, entreposent une certaine pensée toute XIX^e siècle qu'elle puisse être, dans leur appareillage intellectuel. Que le lecteur n'ait crainte; derrière l'audace de mes propos se cache délibérément un désir tout de même utopique de transformer l'immédiat de façon à permettre l'ouverture et la subversion.

Art et Débilisme 2

Pamphlet biscornu

Ceci est une besogne d'art.

«Ce dirigisme tatillon est bien dans la ligne d'un gouvernement qui a toujours refusé de dégager du pouvoir politique la distribution des subventions et l'administration des institutions artistiques et qui, plus que jamais depuis quelques années, semble tout enclin à asservir la création subventionnée à des «projets collectifs» définis dans les officines gouvernementales, et appliqués par des fonctionnaires stationnés à Québec, plus intéressés au patrimoine qu'à l'art contemporain...»

(Lysiane Gagnon... La Presse, 19 décembre 1981.)

À vouloir à tout prix faire évoluer l'art et la société, il m'est arrivé d'oublier que mes expérimentations diverses peuvent dérouter et devenir brutalement de l'élitisme.

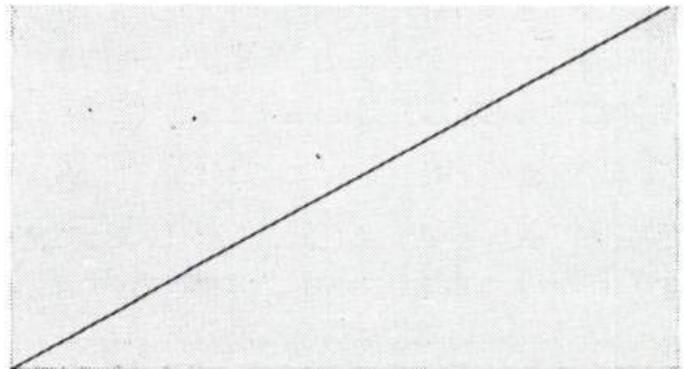
Quand on est six millions de personnes sur un territoire, il faut bien souvent tout faire pour exister; c'est pourquoi au Québec les intellectuels, les artistes, les producteurs de sens et de culture sont obligés de critiquer et d'analyser leur propre production. Ce qui est fort difficile car il faut souvent alors être artiste, critique, théoricien et historien; et souvent même organiser des événements pour que bougent les structures. S'il faut tout faire, c'est pour éviter qu'une machine abstraite qu'on appelle l'État délimite la portée de nos gestes, oriente nos actions et décide de notre avenir.

Éviter le parricide

Peut-être est-ce cela l'autogestion...tout faire soi-même. Je trouve sociologiquement fort intéressant que les intellectuels qui parlent d'autogestion soient pour la plupart des salariés indirects de l'État. Peut-être est-ce là la seule alternative qui reste à l'intellectuel organique: parler de réappropriation du sens-l'autogestion-parce que l'État contrôle tout, notre vécu, nos projets et nos décisions...

En fait, dans une conjoncture technocratique comme la nôtre, et Yves Robillard ne s'est pas gêné pour le dire lors du colloque Art et Société (que nous avons organisé en octobre dernier) «...les gouvernements sont, d'une façon ou d'une autre, les patrons des intervenants artistiques et ce, à 99%. Les artistes québécois sont tous plus ou moins des fonctionnaires de l'État.» Ceci est à mon avis très généreux et la schizophrénie comme la peur, voire la pudeur-face à l'implication des artistes actuels (comme par exemple, le désistement du Conseil de la Sculpture face à l'affaire Largillière, et attendez bien de voir l'exposition Bourgeois au Musée des Beaux-Arts de Montréal) vient du fait qu'il faut bien manger pour vivre et qu'il faut éviter le parricide (tuer le père nourricier, l'État) parce que c'est toujours l'État qui subventionne...

C'est ainsi qu'il est toujours délicat de refuser de parler des politiques des fonctionnaires de l'État parce qu'on a peur qu'on nous coupe les subventions, alors que ces sommes d'argent



servent tout au plus à faire vivre des imprimeurs, parce qu'à ceux qui produisent la culture, à eux, on ne donne rien. Dans une société capitaliste, il est tout à fait normal qu'on subventionne les produits et non les producteurs. Si la plupart des revues sont subventionnées par l'État, ceux et celles qui les produisent ne reçoivent cependant rien pour leur travail. Je crois que c'est le résultat d'un fait banal: la technocratisation de notre cadre de vie. Avec cette mécanique abstraite qu'est l'État, les fonctionnaires, qui devraient normalement être au service -à l'écoute- de la population, se pensent en dehors de la société, presque mandatés d'un souffle divin, et décident de notre vie et de notre mort culturelle.

Dans cette ligne d'idée, Jean Jacques Simard a vu juste dans son ouvrage **La longue marche des technocrates**, il ne se gêne pas, lui aussi, pour admettre: «En ce sens, les interventions des technocrates (dont le pouvoir tient à la connaissance de la technologie et à leur aisance dans l'univers collectif que celle-ci façonne) n'ont pas d'autre but que de gagner à leur façon de faire et de voir, le reste de la population.» (p. 60).

Le parti Québécois n'est qu'un parti déguisé, c'est l'Union Nationale: qu'on demande à Pierre-Marc Johnson ou à Rodrigue Biron de nous expliquer pourquoi et comment! Sinon, qu'on me prouve le contraire. Voilà pour le préambule.

En fait, ce texte est le résultat d'une investigation de plusieurs années dans le domaine artistique québécois et il est mûri par des expérimentations les plus diversifiées. À faire de la théorie, («Il n'y a d'art qu'actuel», «L'activité artistique comportementale»), j'en étais venu à délaissier de plus en plus la plume critique. Peut-être est-ce par peur de perdre une subvention ou mon poste de chargé de cours à l'UQAC. De toute manière, depuis l'élection du P.Q. la culture se confond avec le patrimoine, les églises se remplissent à nouveau graduellement, les jeunes ne savent plus ce qu'ils vont faire; parce que eux, les technocrates, ont décidé que les valeurs à donner «au bon peuple» ce sont les leurs: l'immobilisme transcendantal. Et c'est pourquoi ici je m'insurge; parce que ces technocrates, qu'ils le veuillent ou non, décident de notre culture: ce n'est pas l'artiste ou le regroupement d'artistes qui explorent notre imaginaire, c'est telle ou telle personne dans tel ministère. Et ces personnes -devrais-je dire ces

POSANT LE CORPS COMME AGENT MARQUEUR DANS UN LIEU À CONSERVATION

fonctions humaines? ont des goûts, des valeurs et c'est pourquoi tout ça est dangereux. Si les choses continuent ainsi, tous les gens qui veulent faire avancer l'art et la société vont être obligés de s'expatrier, laissant au Québec la culture à Power Corporation, Télé-Capitale et aux technocrates. Parce que, n'avez crainte, si les coupures budgétaires nous affectent dans notre pouvoir d'achat, les profits des grosses entreprises ne diminuent pas pour autant! Voilà pour l'État! Lorsqu'on nous aura donné l'opportunité d'être critique et expérimentateur sans avoir peur de se faire couper les vivres, alors là je croirai à la démocratie.

LES 14 BOULES DE CRISTAL DE L'ÉCONOMIE CANADIENNE EN 1982							
INSTITUTIONS	PRODUIT NATIONAL BRUT (PNB)		Part de l'État des p.c. à la consommation	Taux de chômage	Niveau des ventes de détail	Niveau de ventes au détail	Salaires de services au consommateur (indice constant)
	en dollar constant	en dollar constant					
Banque Royale Montréal	3.1%	13.1%	10.5%	7.2%	10.1%	200,000	Surplus \$6.7 milliards
Confédération Beaud de Canada Ottawa	2.2%	12.8%	10.7%	8.2%	1.7%	180,000	Surplus \$6.8 milliards
Université Laval-Groupes de recherche en politique économique (Pierre Fortin) — Québec	2.0%	14.0%	11.5%	8.0%	8.0%	195,000	Surplus \$8.0 milliards
Lévesque, Beaudoin Inc. — Montréal	2.0%	13.5%	12.5%	8.0%	5.0%	190,000	Surplus \$6.75 milliards
Banque de Commerce Toronto	1.9%	14.1%	11.7%	8.0%	5.0%	150,000	Surplus \$5.4 milliards
Trois Général du Canada Montréal	1.9%	13.4%	12.0%	8.0%	10.0%	185,000	Surplus \$7.0 milliards
Fiducia du Québec Montréal	1.75%	13.5%	11.5%	8.0%	8.0%	185,000	Surplus \$4.5 milliards
Woods, Gordon & Cie Toronto	1.60%	12.2%	11.6%	7.8%	10.1%	183,000	Surplus \$4.9 milliards
Greenshield Inc. Montréal	1.2%	12-12.5%	11-12%	8-8.5%	0-5%	170-180,000	Surplus \$4 - 4.5 milliards
Caisse de dépôt et placement du Québec — Montréal	1.2%	12.9%	11.9%	7.8%	(-1%)	170,000	Surplus \$4.8 milliards
Banque Nationale du Canada Montréal	1.0%	12.0%	12.1%	7.8%	5.0%	165,000	Surplus \$9.4 milliards
Université de Montréal - Centre de recherche en développement économique (Yves Robitaille)	1.0%	11.5%	12.0%	8.0%	(-5%)	160,000	Surplus \$4.5 milliards
Wood, Gundy Limitée Toronto	0.9%	10.7%	10.5%	8.1%	2.4%	158,000	Surplus \$4.7 milliards
Haskitt, Thomson & Cie Ltée Toronto	(-0.5%)	9.3%	10.4%	8.5%	(-4%)	150,000	Surplus \$8.5 milliards
MOYENNE DES POURCENTAGES	1.61%	12.52%	11.46%	7.98%	4.13%	174,700	Surplus \$6.16 milliards

Le Soleil, 5 décembre 1981

En fait, tout le travail réalisé à **Intervention** depuis cinq ans est énorme. Je pense que nous avons stimulé les régions, analysé la trame organisationnelle de la culture, créé des liens avec le milieu international tout en essayant de sortir de la médiocrité et du patrimoine. Il n'y a donc que nous -en solidarité avec d'autres travailleurs culturels- qui soient sans le sou dans tout ça. C'est fou! Est-ce une mécanique bureaucratique abstraite qui fait que nous soyons sans le sou? Tandis que les fonctionnaires qui vivent de notre travail, eux, ils reçoivent un salaire.

L'«Affaire Naylor»

J'ai entre les mains de quoi expliquer certaines choses: ça m'est venu suite à l'«Affaire Naylor». Vous n'êtes pas sans savoir qu'il y a eu une polémique dans le quotidien *Le Soleil* à propos d'une exposition de sculpture au Musée du Québec en décembre dernier. Je teins responsable de cet imbroglio le département d'histoire de l'art de l'Université Laval; et je m'explique. Québec est une ville magnifique qui pourrait avoir beaucoup de crédibilité face à l'art actuel sur l'échiquier international. Ayant été actif ici depuis près de dix ans, je connais beaucoup d'artistes, de critiques et de technocrates qui y vivent. Comment voulez-vous qu'on s'intéresse à l'art actuel quand une formation axée sur le patrimoine et l'église, oriente la culture actuelle. Il n'y a qu'une société sclérosée qui base ainsi son avenir sur le passé. Dans un texte paru, il y a trois ans, dans **INTERVENTION** (numéro 4) j'insistais: «De toute manière, nier l'art contemporain -le cas de l'Université Laval jusqu'à présent- c'est éviter de s'impliquer et respecter le statu quo; ce que les artistes et les intellectuels du passé n'ont certes pas fait. Étudier le passé -sans enlever ce qu'on peut y apporter- contribuerait-il à sauvegarder les valeurs? Par exemple, lorsqu'on restaure une église et qu'on la sacre monument historique sait-on qu'en même temps on réhabilite la foi et les valeurs du passé? L'historien d'art servirait à ce moment à revivifier la morale chrétienne: remplaçant en ce sens le rôle de l'Église. L'historien de l'art deviendrait en quelque sorte un nouvel évêque. Passant de religieux à artistique, l'édifice en question nous prouve que du sacré à l'art, il n'y a qu'un pas. C'est la symbolique mythique qu'on accorde aux objets dans

leur statut de bien privilégié.» Trois ans après, ce texte ne perd pas de son acuité.

Si le département d'histoire de l'art de l'Université Laval donnait de l'information sur l'art actuel et la problématique de sa gestion au Québec, peut-être pourrait-on espérer qu'il y ait une critique existant à Québec: c'est ce qu'on a reproché aux chroniqueurs du journal *Le Soleil* particulièrement. De plus, il est inacceptable qu'on montre une exposition dans un musée, comme le Musée du Québec et qu'il n'y ait personne de cette institution qui soit capable de défendre la problématique de l'exposant: il n'y a qu'ici qu'on voit ça! ça fait pitié! Si le département de Laval -histoire de l'art- était capable de former des individus qui soient sensibles à l'art actuel -et tout ce qu'il implique-, peut-être qu'on n'en serait pas à montrer du sous Carl André sans que ça fasse scandale. Car, c'est inadmissible qu'une production qui a presque quinze ans de retard fasse encore scandale aujourd'hui!

En passant, pourquoi exposer Naylor au Musée et non Jacques Coulobme de Québec par exemple? Est-ce parce que le premier est diplômé universitaire tandis que le second, lui, n'est pas cautionné par l'institution savante? Exposer Naylor et Coulombe en même temps au Musée; quelle belle occasion manquée! Enfin!...



Jacques Coulobme, exposition à la Chambre Blanche, 1981.



«Croissance» Guy Nadeau, édifice de la Sureté du Québec, Chicoutimi, 1981.

Lorsque l'UQAC aura produit dans quelques années quelques-uns des meilleurs artistes du Québec, peut-être qu'alors on comprendra... Le texte de Guy Durand sur l'art actuel au Saguenay paru dans **focus** explique très bien pourquoi il y a un tel dynamisme dans cette région. Par exemple Guy Nadeau vient d'y réaliser une sculpture «minimaliste» qui n'a rien à envier à Bladen ou Tony Smith pour la qualité, quoique le caractère narratif n'est évidemment pas dans la tradition américaine. Je pense ici aussi à l'excellente exposition qu'a réalisée Lise Labrie à la Chambre Blanche à Québec en décembre 81: il y a là de l'innovation et en même temps une expérimentation qui fascinent parce que, pour une des premières fois, ce n'est pas du déjà vu-du sous Carl André-ou du plagiat de l'art international, ou du militantisme

national eux qui tiennent tant aux technocrates et aux péquites. Il est évident qu'une problématique amérindienne, après le scandale de la Baie James, peut devenir subversive; et le travail de Lise Labrie risque, en ce sens, d'apparaître perturbateur!



Lise Labrie, exposition à la Chambre Blanche, 1981.

Je trouve inacceptable qu'il n'y ait pas de cours sur l'art actuel -et québécois actuel- dans une université comme Laval; et qu'on paie des gens 35 000 \$ par années, peut-être même plus, pour nous parler de choses qui ne nous concernent plus, même si elles nous ont déjà concernés.

J'ai offert mes services à cette institution lors d'un concours public pour un poste d'enseignant en histoire de l'art du XX^e siècle. J'ai été remettre personnellement mon curriculum vitae, (because grève des postes du Canada anglais), au département en question et imaginez qu'on l'a perdu. J'ai su par l'entremise de quelqu'un (dont je tairai le nom ici) que ma candidature ne s'y était pas rendue...Je vous assure qu'il y avait une autre personne qui était mal dans sa peau lorsque j'ai été déposer pour la deuxième fois mon curriculum vitae...Bref, ces gens n'ont pas accepté ma candidature: ils ont plutôt choisi un américain...Je n'ai rien contre ces gars-là mais il fallait que je dise ça! Je pense être un des seuls ayant une maîtrise en art actuel (thèse sur l'art conceptuel déposée en 1979) de ce département d'histoire de l'art...On n'a pas retenu ma candidature...(1)

Parlez-moi donc ici de qualité de l'enseignement et faites-moi rire avec ça. J'en ai marre de tous ces gens qui profitent de l'ignorance et contribuent à la sclérose de la pensée humaine!

Il y a des fois où j'ai mal parce que je me souviens d'avoir élaboré un projet qui s'est appelé l'Anse aux Barques et qu'on me laisse presque crever de faim tout en s'accapant de mes meilleures idées: j'aimerais bien présenter un projet pour mettre la ville de Québec au même niveau que d'autres villes en art actuel... Cette idée consisterait, pour l'été 1984 (c'est le 350^e anniversaire de l'arrivée de Jacques Cartier) en un symposium de «land art» sur les plaines d'Abraham, des activités urbaines dans Québec et un colloque portant sur l'impérialisme et le tiers monde (le demi-monde et demi comme Pierre Restany m'en a parlé suite à l'expo de Cologne) au niveau de l'art actuel. Je serais personnellement prêt à coordonner ces activités (j'ai tous les contacts pour le réaliser) et j'ai pensé à une stratégie qui serait très très peu coûteuse tout en contribuant à mettre le Québec sur la «mappe» de l'art actuel. Mais les contacts que j'ai eu avec l'appareil gouvernemental ne m'ont guère enthousiasmé jusqu'à présent... Si je racontais toute l'absurdité du fonctionnement des appareils de l'État qui fait qu'il faut souvent demander un an à l'avance (toujours ce bon vieux contrôle) pour expérimenter artistiquement, le lecteur aurait peine à me croire.

Ainsi, pendant que l'appareil gouvernemental attend pour nous donner la subvention promise et que nous, il faille bien qu'on produise quand même, et bien, c'est beaucoup d'intérêt par jour, qu'il nous fait payer pour ça. Nous avons réalisé, avec l'aide quasi bénévole des gens de Montréal, un catalogue pour l'exposition «Art et Société» avec le Musée du Québec. L'État a payé ce catalogue 8 000 \$ (il contient près de deux cents pages de textes dactylographiés, 175 documents photos); j'ai demandé à un expert

d'évaluer par la suite cette publication qu'il a estimé à près de 20 000 \$. C'est pourquoi il y a, entre autres, des personnes qui ont travaillé nuit et jour pour un salaire trois fois plus bas que le salaire minimum. C'est ça la culture: une mécanique abstraite de l'État a rendu notre travail épouvantable et notre cadre de vie insupportable. Et ne me dites pas que la lutte des classes est terminée!

Je rêve au jour où nous aurons notre école parallèle et au moment où le parricide sera réalisé. C'est peut-être parce que dans tout ça, je demeure cet éternel utopiste (comme Fourier peut-être) qui croit encore possible de faire bouger les structures.

J'ai eu quelques aventures avec l'État et ce n'est pas demain que je recommencerai dans les mêmes conditions: il n'y a pas de place dans cette société pour quiconque veut rester lucide face au pouvoir en place. Je n'aime pas le fascisme et au train où vont les choses il est possible que mon prochain texte pour **Intervention** ait pour titre «l'art et le fascisme au Québec en 1982». À suivre...

Richard Martel

Notes:

1. Même si j'ai contribué à mettre le Québec en contact avec l'art international par l'intermédiaire du Symposium de Chicoutimi, l'Événement Art et Société, la revue Intervention et que je connaisse personnellement pas mal d'artistes et critiques de l'art international actuel: Pierre Restany, Hervé Fisher, Robert Filliou, Piotr Kowalski, Jean-Marc Poinso, Alain Snyers. J'ai vu plusieurs manifestations importantes comme Paris-New-York, Paris-Moscou, Paris-Paris la Westkunst de Cologne, l'activité artistique de New-York, régulièrement depuis dix ans, la côte ouest des États-Unis... et je possède une énorme quantité de documents sur l'art du XX^e siècle.
2. Toute juste après avoir terminé ce texte, j'ai lu les propos de Germain Houle publiés dans la toujours aussi intéressante revue Focus de janvier 1981, no 46, 47. L'expérience de Houle est celle du théâtre et du cinéma: il a -probablement tout comme moi- eu des relations avec l'État: je remercie ici Houle et Focus pour cette longue citation qui reprend presque mot par mot mes propos...

«L'État et la culture»

On a un problème avec le gouvernement actuel. Tous les artistes l'ont élu mais ce gouvernement là ne remplit pas son mandat, ne définit aucune politique et pire, ignore presque la culture. C'est un gouvernement dangereux d'une certaine façon. Il fonctionne dans les normes, par infiltration, il ne définit pas ce qu'il veut. Est-ce qu'on a vu un ministre qui a défini ce qu'était pour lui, la culture, l'art? Quelle place doit prendre la culture dans un pays? Comment doit-on considérer la création? Ou est-ce que le geste de créer? Est-ce que le ministère des Affaires culturelles a déjà fait ça? Non. Je trouve ça scandaleux. On a été trop idéaliste, sans aspirer à des grandes choses, chercher à vouloir être en tant qu'artiste, avoir passer par le fait d'être un gouvernement et ce gouvernement-là ignore ou pire embrouille les cartes, se cache, se faufile et de temps en temps, l'envoie une réglementation, des normes par lesquelles tu dois passer pour avoir accès à telle forme d'aide. L'État ne se pose pas la question: Est-ce que le monde a besoin de théâtre, cinéma, etc.? Moi, je le sais que le monde a besoin de se faire raconter des histoires, rire, rêver, pleurer. Le ministère des Affaires culturelles n'est pas à mon avis, présentement, un interlocuteur valable. Nous sommes en qu'artistes beaucoup plus grands que ce qu'il pense. Les gens qui négligent l'art, ce sont des gens qui ont donné naissance au fascisme, qui étouffent la création, qui tombent dans le piège de l'oppression, du pouvoir. On a affaire à des petits intellectuels jésuitiques pour la grande partie de ceux qui sont au P.Q. actuellement. Les libéraux aussi le répondent par autre chose, quand tu leur poses une question. Ils disent «On n'a pas d'argent». Moi, je leur dis: «Définissez vos priorités». Dans leurs livres, ils écrivent: «L'art, c'est important in faudrait encourager les artistes, les peintres, etc.» Mais ça ne veut rien dire.

Mitterand est rentré au pouvoir et trois mois plus tard, une politique culturelle avec des plans à court, moyen et long terme, était définie. Le gouvernement a donc considéré la culture comme une priorité: C'est le danger du totalitarisme, refuser de définir! Si tu ne te laisse avoir par ça, tu ne pourras plus parler parce qu'il ne parlera pas de la même chose que toi puisqu'il n'a rien précisé. On ne pourra pas dire: «Vous avez dit que vous voulez faire ceci, ça ne correspond pas à ce que vous faites ou ça correspond».

Entre autres, au Québec, il y a un grave problème de diffusion. Qu'est-ce qu'il y a à faire pour la diffusion, pratiquement, d'ici un, deux et cinq ans? Etc. On pourrait tout parler de la même chose à ce moment-là. Il faut que l'État définisse ce qu'il entend faire, pour qu'on puisse juger s'il le fait ou non, ou s'il y a des corrections. Le gouvernement est rendu là.

On ne peut pas parler, on l'a élu, on croyait à un idéal. Nous on est rendu là.

Focus, No 46-47, P. 78

L'ÉCHAPRÉE BELLE INC.
600 ST-JEAN, QUÉBEC TEL: 522-2087



**VÊTEMENTS ANCIENS,
DENTELLES,
BIJOUX,
CONFECTIONS,
ACCESSOIRES.**